

# Bulletin du FMI

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

### L'Afrique subsaharienne entretient la croissance dans un monde incertain

Bulletin du FMI en ligne  
12 octobre 2012



Un engin d'exploitation minière à Khathu, en Afrique du Sud, où les exportations ont ralenti en partie parce que l'économie du pays évolue en phase avec les tendances mondiales (photo : Siphwe Sibeko/Reuters)

- La croissance de l'Afrique subsaharienne devrait rester supérieure à 5 % si la reprise mondiale se confirme
- La hausse des prix alimentaires mondiaux fait peser certains risques sur des perspectives d'inflation par ailleurs favorables
- Beaucoup de pays peuvent faire face à un nouveau ralentissement, mais certains pourraient avoir besoin d'une aide extérieure

L'Afrique subsaharienne reste relativement protégée contre les facteurs négatifs qui freinent la croissance dans les pays avancés, mais les exportations fléchissent dans les pays qui ont des liens commerciaux étroits avec l'Europe. Dans l'édition d'octobre 2012 de son rapport sur les *Perspectives économiques régionales* consacré à l'Afrique subsaharienne, le FMI note que l'activité économique de la région est restée généralement robuste dans une conjoncture marquée par une reprise mondiale hésitante. D'après les projections, la production régionale devrait croître d'environ 5¼ % par an en 2012 et 2013, c'est-à-dire à peu près aussi vite qu'en 2010–11.

«Nous pensons que la croissance va rester très robuste en Afrique subsaharienne», a déclaré Antoinette Sayeh, la Directrice du Département Afrique du FMI, lors d'une conférence de presse tenue à Tokyo en marge des assemblées annuelles 2012 du FMI et de la Banque mondiale. Elle a toutefois ajouté que les perspectives économiques régionales étaient exposées au risque d'une évolution défavorable de l'économie mondiale. «Les aléas négatifs sont plus grands qu'auparavant; les décideurs doivent donc être encore plus vigilants», a-t-elle déclaré.

Un nouveau ralentissement mondial pourrait mettre à mal l'expansion de la région, mais, à moins d'un effondrement des marchés financiers comparable à celui qui a suivi la faillite de Lehman Brothers, un ralentissement de l'activité mondiale ne remettrait pas en cause la croissance. En fonction des caractéristiques du ralentissement, certains pays pourraient être plus durement touchés en raison de leur vulnérabilité particulière à certains marchés d'exportation, aux prix des matières premières ou aux sources des envois de fonds des travailleurs expatriés et des investissements étrangers.

#### Des perspectives de croissance favorables

L'activité économique a bien résisté en Afrique subsaharienne grâce à des politiques prudentes dans l'ensemble et à l'amélioration des fondamentaux dans la plupart des pays (voir tableau). La demande intérieure a été une source de dynamisme, avec le soutien de l'investissement public et privé.

### Un rythme régulier

L'activité économique a bien résisté en Afrique subsaharienne grâce à des politiques prudentes dans l'ensemble et à une amélioration des fondamentaux dans la plupart des pays.

(croissance du PIB réel, variation en pourcentage)

	2004-08	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Afrique subsaharienne (total)<sup>1</sup></b>	6,5	2,8	5,3	5,2	5,3	5,3
Dont :						
Pays exportateurs de pétrole <sup>1</sup>	8,6	5,1	6,6	6,3	6,7	6,0
Pays à revenu intermédiaire <sup>2</sup>	5,0	-0,6	3,8	4,5	3,4	3,8
Dont : Afrique du Sud	4,9	-1,5	2,9	3,1	2,6	3,0
Pays à faible revenu <sup>2</sup>	7,3	5,4	6,4	5,5	5,9	6,1
États fragiles	2,5	3,1	4,2	2,3	6,6	6,5
Pour mémoire :						
Monde	4,6	-0,6	5,1	3,8	3,3	3,6

Source : FMI, base de données des indicateurs économiques mondiaux.

<sup>1</sup>Hors Soudan du Sud.

<sup>2</sup>Hors États fragiles.

À l'échelle de la région, les résultats économiques ont varié d'un pays à l'autre. La plupart des pays à faible revenu ont connu une expansion solide et, dans certains cas, de nouveaux projets d'exploitation des ressources naturelles fournissent un coup de pouce supplémentaire, comme au Niger avec le pétrole et en Sierra Leone avec le minerai de fer.

Mais la croissance a fléchi dans les pays à revenu intermédiaire qui évoluent davantage en phase avec l'économie mondiale. En Afrique du Sud par exemple, les exportations ont ralenti et la confiance des entrepreneurs a chuté, malgré des politiques macroéconomiques d'accompagnement. En même temps, l'instabilité politique a perturbé l'activité dans quelques pays, en particulier en Guinée-Bissau et au Mali.

Dans l'ensemble, les perspectives à court terme restent favorables : selon les projections, la croissance de la production globale devrait rester supérieure à 5 % en 2012 et 2013 en Afrique subsaharienne, à condition que l'économie mondiale suive à peu près la trajectoire décrite dans l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Autour de cette moyenne, le rythme de croissance de la production devrait varier sensiblement d'un pays à l'autre et être plus lent dans les pays à revenu intermédiaire établis, dont l'Afrique du Sud et les pays limitrophes.

### Amélioration des perspectives en matière d'inflation

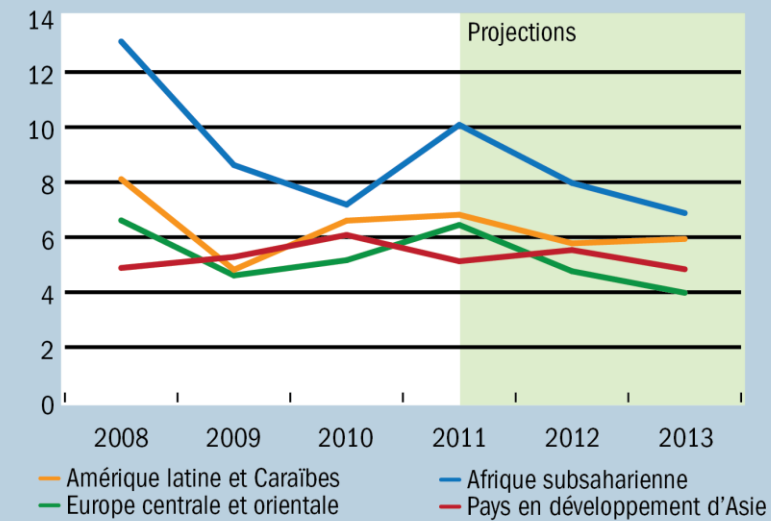
L'inflation a ralenti en 2012 en Afrique subsaharienne. Cela s'explique en partie par la baisse des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie après la flambée de 2010–11. Mais cette évolution est due aussi au resserrement monétaire, notamment en Afrique de l'Est, où la hausse de l'inflation avait été la plus marquée. Dans ces conditions, l'inflation devrait poursuivre son mouvement de baisse en Afrique subsaharienne et s'établir autour de 8 % fin 2012 et à environ 7 % en 2013 (voir graphique, panneau supérieur).

L'envolée récente des prix mondiaux des céréales est prise en compte dans ces prévisions, mais de nouvelles hausses présenteraient encore des risques. La montée en flèche des prix des céréales a aussi avivé les préoccupations concernant la sécurité alimentaire des pays et sous-régions d'Afrique subsaharienne où les pluies ont été moins abondantes que d'habitude (voir graphique, panneau inférieur).

### Inflation en baisse

En Afrique subsaharienne, le mouvement de baisse de l'inflation devrait se poursuivre même si l'on tient compte de la récente flambée des prix mondiaux des céréales.

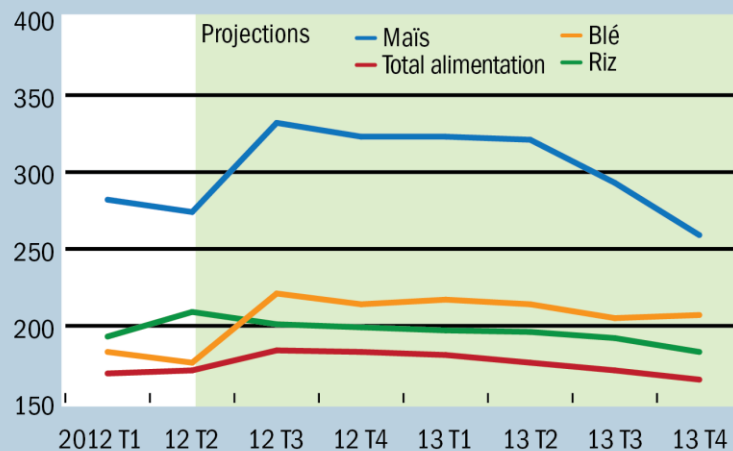
(inflation, fin de période, en pourcentage)



Note : hors Soudan du Sud.

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*.

(projections des cours internationaux des produits de base, dollars par tonne)



Sources : FMI; Bloomberg.

Les gouvernements des pays dont la sécurité alimentaire est en jeu réfléchissent aux mesures à prendre avec l'aide du Programme alimentaire mondial des Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement.

### **Aléas négatifs**

Les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance se sont aggravés ces six derniers mois; les plus immédiats résident dans la possibilité d'une intensification des tensions dans la zone euro et d'un durcissement prononcé de la politique budgétaire aux États-Unis. Dans les deux cas, l'Afrique subsaharienne en subirait les retombées sous forme d'une réduction des exportations et des investissements.

On estime qu'un ralentissement durable d'environ 2 points de PIB de l'activité mondiale, comme dans l'un des scénarios défavorables évoqués dans l'édition d'octobre 2012 des *Perspectives de l'économie mondiale*, se traduirait vraisemblablement par une diminution du taux de croissance régionale d'environ 1 % par an. L'effet serait plus prononcé dans les pays dont les exportations sont peu diversifiées et où les marges de manœuvre des pouvoirs publics sont étroites.

### **La marge d'action des pouvoirs publics**

La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont rebondi après la Grande Récession, mais beaucoup mettent du temps à redresser leurs positions budgétaires après le creusement des déficits nécessité par la crise. De ce fait, les pouvoirs publics auraient aujourd'hui une marge d'action plus réduite qu'en 2009 pour neutraliser les effets d'un nouveau ralentissement éventuel de l'activité mondiale.

Si la reprise se confirme, la reconstitution des marges de sécurité devrait se poursuivre dans un grand nombre de pays, même à un rythme modéré. Au regard des risques évoqués ci-dessus, il serait préférable de continuer à reconstituer les marges de sécurité là où la croissance reste robuste, en tenant compte de la nécessité d'assurer la continuité des projets pluriannuels.

Si un ralentissement venait à se concrétiser, il serait impératif d'éviter une contraction budgétaire procyclique. Beaucoup de pays de la région seraient en mesure de gérer un ralentissement, en combinant mesures budgétaires, monétaires et de taux de change — le dosage adéquat étant déterminé par la nature du régime de change, la capacité du pays de financer des déficits accrus et sa situation sur le front de l'inflation. Mais certains pays pourraient avoir besoin de l'aide des partenaires au développement, notamment des institutions financières internationales.

### **Études de fond**

Le rapport sur les *Perspectives économiques régionales* contient aussi deux études de fond. La première porte sur les retombées économiques éventuelles de la situation au Nigéria et en Afrique du Sud, qui sont les deux plus grandes économies d'Afrique subsaharienne, sur le reste de la région. Elle met en évidence des liens importants, en termes d'échanges commerciaux, d'investissements et de finance, entre l'Afrique du Sud et d'autres pays de la

région, en particulier ceux qui sont membres de la Communauté du développement de l'Afrique australe et de l'Union douanière d'Afrique australe.

Le Nigéria n'est un marché d'exportation important que pour un petit nombre de ses voisins immédiats, le commerce formel et informel transmettant à travers les frontières les chocs sur les prix et les conséquences des mesures prises par les pouvoirs publics. Cependant, les liens financiers avec des pays plus éloignés se multiplient à mesure que les banques basées au Nigéria déploient leurs activités dans toute la région.

La seconde étude analyse le degré de transformation structurelle, mesuré par la migration des travailleurs des secteurs et activités à faible productivité moyenne vers les secteurs et activités à forte productivité moyenne, dans les pays d'Afrique subsaharienne au cours de ces 15 dernières années, période marquée par une forte croissance moyenne. La plupart des pays de la région ont connu une certaine transformation structurelle, mais à des rythmes inégaux et en suivant des cheminements différents.

En fonction de leurs dotations en ressources naturelles, des qualifications de la main-d'œuvre ainsi que de leurs caractéristiques logistiques et infrastructurelles, certains d'entre eux pourraient juger plus facile d'imiter la transformation structurelle de l'Asie en développant une industrie manufacturière à bas salaires, alors que dans d'autres pays, la transformation pourrait s'opérer par le biais des services et dans d'autres encore par une augmentation de la productivité dans le secteur agricole.